

\$6,000. L'année prochaine, il s'agira de \$7,210 et, à en juger par ce que le gouvernement a fait jusqu'ici, on peut s'attendre à ce que cette dette augmente d'année en année.

On donne aux contribuables toutes sortes d'explications compliquées pour justifier cet emprunt, expliquer comment le gouvernement utilise cet argent et exposer les difficultés qu'il rencontre. Quand le ministre a établi la somme qu'il faudrait emprunter cette année pour financer le déficit il s'est basé sur le taux d'intérêt calculé par le ministère des Finances. Comme les taux d'intérêt ont augmenté depuis deux semaines, signalons qu'avec .5 p. 100 d'intérêt supplémentaire notre dette augmente de 750 millions. Il est évident que nous n'avons pas besoin de la totalité des 29.6 milliards demandés par le gouvernement. Néanmoins, si les taux d'intérêt ne cessent d'augmenter, comme cela se peut fort bien, le supplément que demande le gouvernement sera vite utilisé.

• (1220)

Depuis des mois et des années, le parti libéral reproche aux conservateurs de ne pas avoir de solutions ou de plans concrets. J'en ai un, monsieur le Président, et je propose à la Chambre de l'étudier. C'est une excellente façon de nous débarrasser de la dette nationale. Je propose d'instaurer un ticket modérateur, pas dans le domaine de la santé, mais dans celui de la politique. Selon ce système, le gouvernement pourrait emprunter autant d'argent qu'il le voudrait. A la fin de l'année il lui faudrait rendre des comptes. A la fin de son mandat, quoiqu'il vaudrait mieux le faire chaque année, le gouvernement calculerait combien il a emprunté d'argent pour pouvoir acheter des votes. Le parti politique au pouvoir c'est-à-dire, dans le cas présent, le parti libéral, devrait alors payer l'intérêt sur la dette nationale.

C'est une proposition très intéressante, monsieur le Président, car elle signifierait que le parti libéral, s'il le désirait, pourrait dépenser 10 milliards de plus. Toutefois, s'il ne faisait pas suffisamment de recettes pour couvrir ses dépenses, il devrait payer l'intérêt sur l'argent emprunté. Le parti pourrait dépenser autant d'argent qu'il le veut, dans la mesure où il paierait, au moins, les intérêts.

C'est une idée qui ne sera peut-être pas bien accueillie maintenant, particulièrement par les libéraux, car si on l'employait pour faire assumer au parti libéral du Canada ses responsabilités vis-à-vis des Canadiens, j'ai bien peur qu'il lui faudrait pas mal de temps pour être en mesure de répondre à ses obligations et de remplir ses responsabilités.

Je prétends qu'au vu de ses réalisations, passées et présentes, si le parti libéral continue à agir de sorte, il ruinera ce pays. Toutefois, considérant le choix de candidats à la direction du parti libéral, je pense bien qu'il sera représenté par John Turner indéfiniment.

**M. Derek Blackburn (Brant):** Monsieur le Président, je voudrais participer brièvement au débat sur le projet de loi C-21, loi portant pouvoir d'emprunt. Ce projet de loi, tel quel, permet au gouvernement d'emprunter 29.55 milliards de dollars pour l'année financière 1984-1985. De ce montant, 25.6 milliards représentent des dépenses réelles de 1984 et 4 milliards seront réservés à des dépenses urgentes, par exemple pour soutenir le dollar canadien sur les marchés étrangers. Comme nous le savons tous, le dollar canadien recule actuellement face au dollar américain. Ce pouvoir d'emprunt sera

également utilisé pour camoufler les erreurs du gouvernement lors de la planification de ses dépenses.

Au total, nous avons donc affaire à environ 30 milliards de dollars. Lorsque j'ai été élu député, il y a quelque 13 ans, ce montant représentait beaucoup d'argent. C'est toujours beaucoup lorsque l'on sait où il faudra l'emprunter. Je ne pense pas que le public canadien connaisse toutes les raisons pour lesquelles le gouvernement demande l'autorisation d'emprunter autant d'argent. Je voudrais vous donner une courte liste des principales raisons de ce débat sur l'emprunt de 30 milliards de dollars.

Tout d'abord, il y a évidemment la débâcle de Canadair. Canadair a subi, en une année, les pertes les plus importantes de l'histoire de toutes les compagnies canadiennes. Elles dépassaient 1 milliard de dollars. Une autre débâcle, de l'avis de notre parti, c'est le Programme d'encouragement du secteur pétrolier, toutes ces subventions qui ont été accordées aux grandes sociétés pétrolières. En une année, ces largesses ont coûté au gouvernement environ 1.6 milliards en manque à gagner. La caisse noire du parti libéral, la grande assiette au beurre des années 80, a coûté 350 millions. Il y a aussi les impôts différés des sociétés. Les derniers chiffres que nous avons situent ces impôts à 22 milliards de dollars pour 1980, il y a quatre ans.

En plus de tout cela, il y a la diminution des impôts pour les gens à hauts revenus, tels que les médecins, les avocats, les comptables et autres membres de professions libérales, qui est contenue dans le budget de 1984. Si l'on ajoute tout cela, nous avons perdu quelque 25 milliards de dollars en recettes. Si nous avions cet argent dans nos coffres, nous ne devrions emprunter que 5 milliards de dollars. Bien entendu, ce n'est pas aussi simple, mais néanmoins, tout cela montre bien pourquoi le gouvernement mérite d'être défait aux prochaines élections.

Ce gouvernement est au pouvoir depuis trop longtemps. Il a cessé d'être attentif à nos besoins. Il dépense à tort et à travers, du moins en ce qui concerne mon parti, et en même temps il emprunte à gauche et à droite pour corriger ses erreurs passées. Qu'a-t-il fait cependant pour les services essentiels valables, l'enseignement postsecondaire par exemple? Eh bien, il a comprimé ses dépenses dans ce domaine. Il compte également réduire la proportion de l'aide financière qu'il consent aux provinces au chapitre de l'assurance-maladie. Et dire que nous pourrions avoir un des meilleurs régimes d'assurance-maladie dans le monde. En fait, ce fut précisément le cas jusque vers la fin de la décennie 1970 où le gouvernement fédéral et les autorités provinciales ont opté pour la formule globale de financement et que ces dernières n'ont plus eu à rendre compte de l'usage qu'elles faisaient de cet argent. Voilà que maintenant le régime est lui-même compromis.

Le gouvernement nous rebat sans cesse les oreilles avec les millions de dollars qu'il consacre à la création d'emplois. Pourtant, d'un mois à l'autre, le nombre des chômeurs augmente. Si le gouvernement n'a pas bien les choses en main en ce qui concerne la création d'emplois, c'est principalement du fait qu'il n'accorde pas suffisamment de crédits à la formation et au recyclage professionnels en vue de l'exercice d'emplois intéressants et permanents. Il se contente de colmater les brèches, dans le vain espoir d'endiguer le chômage jusqu'après les prochaines élections.